

Le monde de la recherche s'interroge sur la disparition de la petite agriculture familiale en Europe

Lors du colloque organisé le 28 novembre par le CERI et le CNRS¹ sur le thème « Développements ruraux et modes de vie paysans : une comparaison Europe/Asie », les chercheurs présents ont insisté sur l'idée d'une schizophrénie européenne, consistant à mettre en place un conservatisme budgétaire radical, d'une part, et à rêver d'une Europe comme vraie puissance agricole d'autre part. Selon eux, la dérégulation des marchés agricoles est le pendant de la dérégulation des marchés financiers, dont on voit aujourd'hui les conséquences. Pour ces experts, tout se passe comme si l'on attendait que le découplage total des aides devienne socialement tellement inacceptable que l'on finisse par le remplacer par un autre système ou que l'on liquide complètement toute activité agricole. Dans ce contexte, ils estiment que les petites exploitations familiales risquent d'être de plus en plus marginalisées et exclues de la PAC. Au-delà de l'opposition habituelle entre agriculture paysanne de survie et « agriculture de firme », certains chercheurs proposent une troisième voie, permettant par exemple à une exploitation d'associer pluriactivité et productivité.

Source :

« Développements ruraux et modes de vie paysans : une comparaison Europe/Asie », colloque CERI-Sciences Po/CNRS, Paris, 28 novembre 2008. Participants : François Bafail (CNRS/CERI), Gilles Bazin (AgroParisTech), Bertrand Hervieu (CIHEAM), Marie-Luce Ghib (Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux, Dijon), Emilia Chantre (SADAPT-INRA), Yann Duval (UNESCAP, Bangkok), Michel Bruneau (CNRS), Frédéric Landy (Université Paris X), Gilbert Etienne (IHEID, Genève), François Purseigle.

Selon plusieurs intervenants, le découplage des aides n'est pas une politique agricole, mais une gestion rentière d'un secteur, même s'il laisse la liberté aux agriculteurs de choisir leurs productions. Le problème de l'emploi dans l'agriculture n'est aujourd'hui pas le problème de la Commission européenne. Ils ajoutent que l'on ne voit pas émerger de finalités clairement partagées pour l'agriculture au sein de l'Union européenne. Les pays surveillent surtout leur taux de retour, qui reste très favorable à la France. Budgétaires, acteurs politiques et organisations professionnelles agricoles, ayant beaucoup à perdre dans le cas d'une redistribution des cartes, suivent de près leurs intérêts. L'UE ne paraît pas s'inscrire dans la construction d'un grand projet mais plutôt dans la reconduction de l'existant.

Du côté des nouveaux États membres (NEM) de l'UE, des pans entiers de l'économie relèvent encore du pré-capitalisme, avec en particulier des agricultures paysannes de survie, autocentrées, inscrites dans des systèmes locaux d'échanges. La disparition de ces petites exploitations fait entrer dans le secteur marchand tout ce qui relevait encore de l'informel (entraide, marché noir, troc, etc.). Là où les dictatures communistes n'avaient pas réussi en plusieurs décennies à faire disparaître ces formes d'agriculture paysanne, l'UE pourrait y parvenir en quelques années. À l'avenir, soit elles disparaîtront complètement, soit elles résisteront et deviendront de vraies agricultures familiales marchandes.

1. CERI : Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po ; CNRS : Centre national de la recherche scientifique.

D'après Gilles Bazin, ce vaste mouvement de mise aux normes européennes (installation, normes sanitaires, etc.) s'effectue par souci du marché. Cette mise au pas fait basculer dans le secteur informel de petites exploitations exclues du système car inéligibles au titre des aides PAC, encore très présentes en l'Europe de l'Est (ex : Bulgarie, Roumanie, Pologne), mais aussi au Portugal et en Italie. Pourtant, ces formes d'exploitations traditionnelles ont maintes fois montré leur capacité de résistance économique et elles pourraient bien encore faire preuve de résilience face à la crise financière actuelle.

Les débats du colloque ont dégagé deux voies d'évolution possibles pour ces petites exploitations. Ces deux voies sont des figures classiques de la sociologie rurale :

1) Une voie « productiviste » spécialisée (très fragilisée et inégalitaire) : elle ne peut concerner à terme qu'un nombre de plus en plus réduit d'exploitations et d'actifs agricoles.

Caractéristiques :

- croissance du prix du foncier : dans un certain nombre de NEM, comme la Roumanie, les prix exorbitants du foncier sont dus au coût d'enregistrement au cadastre, pouvant atteindre 50 % du prix d'achat de la surface ;
- croissance des investissements et de la productivité ;
- production de masse, augmentation de la biomasse, développement de la chimie verte et des biocarburants ;
- baisse du nombre de travailleurs agricoles ;
- fragilité économique face aux négociations à l'OMC.

2) Une voie qui allie la diversification des activités et des productions.

Caractéristiques :

- activités de services et systèmes d'entraide, pour le matériel agricole, très répandus en Pologne par exemple ;
- travaux à façon (agriculteurs, particuliers, collectivités, entretien du paysage, etc.) ;
- accueil à la ferme et agritourisme, ce dernier concernant environ 30 000 exploitations en France ;
- valorisation de la qualité (AOC, agriculture biologique, labels) : 150 000 exploitations concernées ;
- transformation à la ferme (fromage, charcuterie) ;
- vente avec mise en place de circuits commerciaux courts individuels ou collectifs : 20 % des exploitations en Europe pratiquent la vente directe et cette activité est en expansion dans la plupart des régions.

Conclusion

Ce colloque fait apparaître la nécessité, d'après les chercheurs eux-mêmes, de caractériser une troisième voie. Sans nier la paupérisation d'exploitations en Europe, il faut reconnaître que ces deux voies proposées depuis la fin des années 1950 par l'agriculture comparée ne sont plus satisfaisantes. Certaines exploitations n'arriveront jamais à se diversifier et ne pourront pas, ou ne souhaitent pas non plus, devenir des « agricultures de firme ».

La réflexion piétine et les chercheurs peinent à considérer que la diversification et la multifonctionnalité n'ont pas existé partout.

Une troisième voie pourrait être de considérer qu'une exploitation agricole « productiviste » puisse également se diversifier, qu'un(e) exploitant(e) puisse passer d'un modèle à l'autre au cours de son parcours professionnel.

Ce colloque montre que les agricultures marginalisées sont non seulement ignorées des chercheurs et des politiques publiques, mais aussi non caractérisées, et que la réalité du terrain s'éloigne de plus en plus des schémas habituels de pensée de la recherche agronomique.

Catherine Rivoal

Chargée de mission International et Mondialisation
Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation